

## « Blanquer se prépare à rogner nos vacances »

Beaucoup d'enseignants dénoncent le flou qui entoure la réforme des retraites.

PAR JOFFREY VOVOS

**IL A ÉVIDEMMENT** eu un mot pour les profs, ceux qu'on présentait jusque-là comme les potentiels grands perdants de la réforme. Le Premier ministre, Edouard Philippe, a promis hier de sanctuariser leurs retraites à un niveau comparable à celui « des fonctions ou des métiers équivalents dans la fonction publique ». Comment ? En engageant des revalorisations de salaire.

A peine son discours terminé, le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, a enfoncé le clou lors d'une « conférence de presse informelle » Rue de Grenelle, où il a qualifié la réforme des retraites de « très belle opportunité ». C'est, selon lui, l'occasion de

« faire d'une pierre deux coups » : régler, en même temps que la question des pensions, le problème des rémunérations trop basses chez les enseignants. Des hausses de salaire pour tous, donc ? Le ministre hésite, répond, du bout des lèvres, qu'elles concerneront davantage les profs nés après 1975, c'est-à-dire ceux directement concernés par la réforme. Sous quelle forme ? Sans doute grâce à un système de primes, qui reste à définir.

**« Une quarantaine d'euros maximum en plus par mois... »**

« Tout cela est encore très flou », s'agace Benoît Teste, professeur d'histoire-géo au

lycée Duchère à Lyon et responsable au Snes. Son syndicat, majoritaire dans le second degré, appelle à une nouvelle journée de mobilisation mardi. « La discussion sur les salaires aurait dû être réglée avant », peste-t-il.

Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa, juge, lui aussi, qu'il est urgent d'avoir des clarifications, « notamment sur le montant de l'enveloppe qui sera consacrée aux revalorisations ». Selon Edouard Philippe, ces négociations devraient aboutir d'ici à l'été. Une nouvelle réunion a été programmée demain Rue de Grenelle.

Dans les établissements scolaires, on navigue entre attentisme et colère. « Les pro-



L.P. JOFFREY VOVOS

messes n'engagent que ceux qui les croient », commente, désabusée, Olivia. Cette institutrice de 40 ans, en poste dans une maternelle de grande couronne parisienne, suit le dossier de près. « Les règles du jeu vont changer et pas seulement pour les nouveaux entrants dans la profession. Et

ça, je trouve que ce n'est pas très juste. Quand on a un bac + 5, qu'on choisit ce métier alors qu'on aurait pu faire autre chose, c'est parce qu'il y a quelques maigres avantages qu'il ne faudrait pas qu'on nous retire », prévient-elle, décidée à faire de nouveau grève mardi.

Paris (VII<sup>e</sup>), hier. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation, a qualifié la réforme de « très belle opportunité » devant la presse.

Julien, prof d'histoire-géo dans un collège du nord de l'Yonne, est sur la même ligne. Hier après-midi, il assistait à une assemblée générale avec des collègues. « On a fait des calculs. La revalorisation des salaires dont parle le gouvernement, ça va être quoi ? Une quarantaine d'euros maximum par mois... En contrepartie, Blanquer se met en position de force pour augmenter notre temps de travail, rogner nos vacances. Je trouve cela inacceptable. »